

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19309 - 75ÈME ANNÉE

## Le bac 2019 commence aujourd'hui

### Horaires du bac : La Réunion amarrée à la France



**12592 Réunionnais commencent aujourd'hui les épreuves du baccalauréat à la même heure qu'en France, soit deux heures plus tard par rapport au rythme scolaire normal. Outre cette particularité qui n'existe pas ailleurs, va immanquablement se poser la question du devenir de ces jeunes dans une île où plus de moitié des moins de 25 ans sont au chômage.**

Les épreuves du baccalauréat 2019 entrent dans le vif du sujet aujourd'hui avec la philosophie et les épreuves anticipées de français. 12592 Réunionnais sont concernés par la philosophie. Ils composeront à la même heure qu'en France, c'est-à-dire que certains commenceront à 10 heures pour finir au plus tard à 14 heures, tandis que les élèves passant les épreuves de français entameront

l'épreuve à 16 heures et pourront terminer jusqu'à 20 heures. Ces horaires inhabituels s'expliquent par un alignement sur la France, en raison de l'utilisation des mêmes sujets. Or à 10000 kilomètres d'ici, les candidats au bac 2019 pourront donc plancher à leurs heures habituelles de scolarité.

Ce décalage de deux heures est une illustration de l'assimilation à La Réunion. Force est de constater que cette assimilation progresse. En effet, quand le ministère de l'Éducation nationale avait aligné pour la première fois les horaires des épreuves de La Réunion sur ceux de la France, cela avait soulevé de nombreuses protestations qui avaient amené l'administration à faire machine arrière l'année suivante. Puis les autorités sont revenues à la charge et apparemment cette question de l'horaire ne

fait plus débat. Ceci n'est pas sans rappeler une autre avancée de l'assimilation : la réduction de la durée des vacances d'été au profit d'un allongement des vacances d'hiver qui coïncident avec l'été boréal. Rares sont en effet les pays qui obligent les écoles à ouvrir pendant la période la plus chaude de l'année, qui plus est dans un climat tropical. Là aussi, les protestations restent discrètes.

#### Le bac à une heure du matin aux Antilles ?

Pourtant, le décalage de deux heures imposés aux candidats réunionnais au bac n'est-elle pas une première rupture d'égalité ? Cela dénote en tout cas d'une volonté de montrer aux Réunionnais qu'ils ne doivent regarder que vers la France, quitte à passer l'examen donnant droit au premier grade universitaire à des heures anormales.

Il est pourtant possible de laisser les Réunionnais de composer à des heures habituelles, à condition de faire l'effort de travailler sur des sujets différents, mais de même difficulté qu'en France. En effet, jusqu'à preuve du contraire, en Guadeloupe, en Martinique et en Guyane par exemple, les candidats au baccalauréat ne sont pas convoqués à 1 heure du matin pour composer, ce qui est pourtant dans la logique de ce qui est imposé aux Réunionnais. C'est

donc bien la démonstration qu'il est possible de faire autrement, sans perturber le rythme biologique de 12592 candidats réunionnais.

### Quel avenir ?

Sur ce nombre de candidats, sans doute seront-ils plus de 10.000 cette année à obtenir le bac. 10.000 bacheliers par an, c'est une ri-

chesse. Mais la volonté politique des autorités responsables de l'emploi est-elle de valoriser cette richesse dans son pays ?

Il s'avère en effet que plus de la moitié des jeunes qui ont quitté l'école sont au chômage. Ceci touche également d'anciens bacheliers devenus diplômés de l'enseignement supérieur. Le taux de chômage est encore plus important chez les jeunes qui ont quitté l'école avec un diplôme de niveau inférieur au bac, et dépasse 60 %

chez ceux qui n'ont pas réussi à obtenir un diplôme au cours d'une scolarité qui a duré au moins 10 ans.

La jeunesse est donc une des principales victimes d'un système qui interdit à la moitié de la population active d'avoir droit à un emploi stable suffisamment rémunéré.

**M.M.**

## Célébration du 60e anniversaire du P.C.R. en 2019

### 52 pensées de Paul Vergès à mémoriser pour continuer son combat

**« Nous devons réfléchir à la façon de sortir de la position de prédateur de l'espèce humaine, et faire en sorte que sa survie intègre sa réintégration dans l'environnement, et le respect de sa biodiversité marine, terrestre, etc. ».**

*(extrait de "Paul Vergès en récits" publié en janvier 2018)*

### In kozman pou la rout

**« In vyé moun k'i mor sé in bibliyotèk k'i bril »**

Afors antann kozman-la moin lé sir bonpé d'moun i trouv sa sé in n'afèr normal, in n'afèr vré, in n'afèr évidan. Poitan kan ou i rofléshi in pé, sirtou isi La Rényon, la pa toulmoun i pans bann vyé moun sé in bibliyotèk donk in éstok konésans -moin la antann pli souvan demoun an parlan d'in vyé moun i konsidèr ali konm in vyé toboz. Poitan, zot konm moin, ni koné bonpé vyé moun néna dé shoz dan la tête. Biensir mi parl pa d'moun malad, mé d'moun ziska la fin z'ot vi néna tout z'ot mémoir é sak zot I rakont lé bon pou transmète sa bann nouvo zénérasyon-ni pé dir zot sé in bann pasèr la memoir donk psé la kultur-in zoli rol an vérité pou bann vyé pèrsonè... Nou mèm, konbien foi, nou la mazine si nout papa sansa nout momon té ankor la, sansa nou gropèr épi nout gromèr nou nora pu domann azot tèl shoz, tèl shoz ni koné I nou mèm. Sansa ni di : "La kisa ni sava soné pou asplik anou sète afèr-la ?". é ni apèrsoi souvan dé foi la pèrsonè I pouré ransègn anou lé pi la. Pèrsonèlman, mi pans, ofiréamézir in moun I viéyi li ramass dé shoz, konm souvenir, konm konésans, konm lèspèryans é biensir lo zour li sava l'ot koté, tousala lé pèrdi sof bann myète désèrtin la ramasé.. Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

**Pour l'ancien vice-président de la Cour internationale de justice, le débat juridique a été clos par le vote de la résolution de l'ONU voici 40 ans**

## **Iles Eparses : la souveraineté de Madagascar peut s'exercer dans une « gouvernance mondiale des océans »**

Pour l'ancien vice-président de la Cour internationale de justice, Raymond Ranjeva, l'assemblée générale de l'ONU a reconnu la souveraineté de Madagascar sur les îles Eparses et donc le débat juridique est clos. Quant à l'exercice de la souveraineté, le juriste rappelle que « dans un cadre de globalisation, une approche exclusivement souverainiste n'a pas de sens. Même dans le cadre européen, chaque État ne gère pas séparément sa politique maritime ! Pourquoi ne pas penser à une gouvernance mondiale des océans ? ». Mais pour que Madagascar soit dans cette instance, sa souveraineté sur les îles Eparses, reconnue par la communauté internationale, doit s'exercer.

Raymond Ranjeva est président de l'Académie malgache. Il a aussi été juge et vice-président de la Cour internationale de justice (CIJ) de 1991 à 2009. En 1979, lui et son équipe ont obtenu le vote par l'Assemblée générale de l'ONU du texte qui demandait au gouvernement français d'entamer « sans plus tarder des négociations avec le gouvernement malgache en vue de la réintégration des îles, qui ont été séparées arbitrairement de Madagascar ». Après la rencontre entre les présidents malgache et français et la proposition d'une commission mixte pour régler ce

différend d'ici l'année prochaine date du 60e anniversaire de l'indépendance de Madagascar, Marcel Ranjeva a apporté un éclairage sur cette question dans les colonnes de « Jeune Afrique ».

Pour lui, « le problème juridique est clos. En 1960, c'était une décolonisation tronquée. Les îles ont été coupées du territoire de Madagascar par un acte unilatéral de l'Autorité française le 4 avril, après la clôture des négociations, à la veille du paraphe des accords en vue de l'indépendance. »

Il ajoute que « c'est une date qui, au regard de la pratique du droit international, relève de la période dite « suspecte » au cours de laquelle les parties prennent, hors débats, des actes unilatéraux. Les membres de la délégation malgache de 1960 que j'ai interrogés m'ont dit que ces petites îles n'ont jamais été évoquées. À mon avis, c'est ce qui s'est passé. Et nous nous sommes servis de cet argument en 1979 ».

« Si vous regardez le dernier avis de la CIJ sur les Îles du Chagos, en 2019, vous verrez dans l'exposé des motivations qu'il est pris acte de la résolution de 1979 sur les Îles malgaches », ajoute-t-il, « pour qui-conque a fait du droit, il est évident que le problème juridique est clos... Par ailleurs, la co-gestion est un non-sujet. Le Sénat français a déjà refusé cette proposition sur le différend de l'île de

Tromelin, avec Maurice ».

### **Conforté par l'avis sur les Chagos**

Et de préciser qu'en 1979, « la France nous a dit : « Ces îles n'ont strictement aucun intérêt ». L'appellation « îles Éparses » est d'ailleurs une manifestation du désintérêt français vis-à-vis de ces îles à l'époque, et a une connotation colonialiste aujourd'hui ».

Quant à la question de l'exercice de la souveraineté, le juriste estime que « c'est un faux problème ! »

Il précise que « dans un cadre de globalisation, une approche exclusivement souverainiste n'a pas de sens. Même dans le cadre européen, chaque État ne gère pas séparément sa politique maritime ! Pourquoi ne pas penser à une gouvernance mondiale des océans ? »

Et de conclure : « aujourd'hui, il nous faut des institutions universelles avec une gestion équitable qui assure la justice et la paix. Voilà le vrai problème ! Mais la souveraineté malgache doit demeurer car la participation de Madagascar à cette autorité est justement conditionnée par cette souveraineté ».

## **Témoignages**

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Otè

## Bone fète dé pèr, mèm in pé an rotar

Yèr té la fète dé pèr é pou moin konm pou d'ot in lokazyon rofléshi in pé dsi nout papa vivan sansa décédé. Biensir, mi pans, zot konm moin, ni aprésyé pa tro lo karaktèr komèrsyal demoun i done la fète-la. Si sé solman lokazyon pou gingn in kado sansa poufé in kado, si sé solman lokazyon manz in boushé ansanm, pass in zourné, zot va dir amoin ni oi pa ditou lintéré in n'afèr konmsa é fransh vérité, moin sar dakor sanm zot.

Mé si sé pou raviv in santiman nou l'avé sansa nou néna pou in l'ansien. Si lokazyon lé bon pou rapèl lé shoz la fine éspasé dopi lontan é kékpar rofé lo shomin i amenn anou dopi nout zansète an pasan par d'ot zansète épi ariv ziska nou mèm. Si lokazyon lé bon pou éspalik tousala nout zanfan é pou bann pli ansien z'ot tizanfan é konmsa fé pass an rolé la mémoir. Mi pans lé valab in zourné konmsa.

Astèr, mi souète pa i prézant lo passé an pli zoli, dir tout lété roz, é tout lété méyèr ké koméla. Pars in pé i di sa, mé kan zot i di la vérité pou vréman, ou i apèrsoi lo zoli tan lontan lété pa touzour si zoli ké sa. Mi vé pa non pl k'i roprézant lo passé an pli mal ké li lété mé si néna in vérité dann la mémoir i vo myé di vérité – la, pars lé pa nésésèr trafik la vérité é sa i ansèrv pa arien, é si sa i ansèrv pa arien lé pa itil pou konstrui la mémoir bann désandan.

Mé antansyon, souvan défoi néna bann zoli lézann fé par mi koné pa kisa é k'i rann lo passé pli akséptab ké li lété pou vréman, épi k'i ède anou rafréshi limaz nout passé rann ali in pé pli prézantab. Pou koué zot va dir amoin ? Pars sanm pou moin bann zoli zimaz, bann zoli mizik, bann zoli souvnir, i ède anou tienbo nout passé dsi lo dik dir nout mémoir vèk lo bi d'transmète sa pli tar.

Alé ! Mi souète in bone fète dé pèr, an rotar lé vré, mé in pé tar lé méyèr ké zamé.- vyé motar ké zamé (zot va éskiz amoin lo kontropètri)

*Justin*